

R E S P A O
RESEAU D'ETUDES DES
SYSTEMES DE PRODUCTION
EN AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION DE LA RECHERCHE
AGRONOMIQUE (GUINEE)

R A P P O R T D E M I S S I O N
E N R E P U B L I Q U E D E G U I N E E

12 au 24 Septembre 1988

Jacques FAYE,
Coordonnateur RESPAO

Octobre 1988

I. TERMES DE REFERENCES DE LA MISSION

A la demande de la Direction de la Recherche Agronomique (DRA) de la République de Guinée, nous avons effectué une mission pour participer à l'animation d'un atelier d'initiation à la recherche/développement (R/D) destiné aux chercheurs de cet organisme.

Les termes de référence de la mission (lettre N° 166/SERS/DNRA/88) étaient les suivants : (1) participer du 15 au 30 Septembre 1988 comme animateur au séminaire de formation à la R/D pour les futurs chercheurs des six équipes R/D en cours de création par la DRA; (2) traiter les thèmes suivants: "Zonage agro-écologiques, études des systèmes de production - exploitation, études des systèmes de culture-parcelle, la définition des méthodes d'analyse (notion d'unité de production, notion d'exploitation agricole), la conduite d'enquête en milieu rural, l'interprétation des enquêtes". Malgré la demande des responsables de la DRA, nous n'avons pu arriver en Guinée que le lundi 12 Septembre, soit trois jours avant l'ouverture du séminaire au Centre de Recherches Agronomiques de Foulaya (Kindia). La réception très tardive de la lettre d'invitation ne nous a permis ni une préparation préalable, ni d'arriver suffisamment tôt pour une préparation suffisante sur place.

Sur notre proposition, les responsables de la DRA ont accepté que le séminaire de formation soit transformé en un atelier d'initiation et que sa durée soit ramenée de 15 à 10 jours. Sur cette base, un programme a été élaboré en concertation avec le chef de la section R/D de la DRA et le deuxième animateur de l'atelier, le Docteur DOTCHEV, agronome, expert FAO du Projet de Développement Rural Intégré du Fouta Djallon. Le programme arrêté portait sur l'initiation aux enquêtes exploratoires: la formulation d'un diagnostic et d'un plan d'expérimentation, de suivis et d'enquêtes en milieu rural et enfin, sur les méthodes d'expérimentation agronomique en station et surtout en milieu rural.

Il a été aussi convenu avec la DRA qu'aux termes de référence initiaux soit ajoutée une analyse du programme R/D en vue de déboucher sur des propositions méthodologiques et de stratégie de mise en oeuvre.

II. DEROULEMENT DE LA MISSION

Nous ne décrivons pas le déroulement de l'atelier d'initiation au Centre de Foulaya. Un rapport détaillé a été fait par le personnel du Secrétariat d'Etat à la Recherche

Scientifique et nous y renvoyons le lecteur. Les enseignements d'ordre pratique que l'on peut tirer de l'atelier sont les suivants:

- L'obligation dans laquelle nous avons été de réduire les objectifs de l'atelier et de passer d'un séminaire de formation de trois semaines à un atelier d'initiation de dix jours montre la nécessité d'une planification très précoce et d'une bonne préparation. En fait, il aurait fallu qu'au moins trois mois à l'avance, sinon plus, un spécialiste de la R/D chargé de la coordination globale du séminaire fasse une mission d'une semaine en Guinée pour le préparer avec les responsables de la DRA. Cela aurait laissé le temps de réunir une bonne équipe d'animateurs (quatre animateurs : un économiste agricole, un agronome systèmes et un sociologue rural en plus du chef de la section R/D, auraient été nécessaires pour une bonne formation). Cela aurait aussi permis de réunir toute la documentation sur la R/D à distribuer aux participants et de rédiger les exposés et notes pour que ces derniers en aient une trace écrite.

- L'absence d'outils pédagogiques et d'équipements (padex, projecteur de diapositives, rétroprojecteur, photocopieuse, etc...) a été un facteur limitant. Enfin, si l'un des deux animateurs n'avait pas disposé d'un véhicule tout terrain et d'un chauffeur, il aurait peut-être été impossible d'aller sur le terrain dans les villages.

- L'organisation matérielle sur place (salle de conférence, logement, nourriture, transport) a été acceptable compte tenu de la situation actuelle de la DRA. Dans l'avenir et dans la mesure où d'autres ateliers et séminaires seront organisés, il serait bon d'équiper un centre de recherche pour les accueillir dans de bonnes conditions de travail et de séjour.

L'atelier a permis de donner une idée précise de ce qu'est la R/D aux chercheurs retenus pour constituer les futures équipes, mais il n'a pas permis de les former à cette méthodologie. L'évaluation qui a été faite de l'atelier montre que si dix-sept participants ont déclaré avoir acquis une bonne connaissance de la R/D, seul un participant sur vingt a déclaré être en mesure de mener une telle recherche. Dix-neuf ont déclaré avoir encore besoin d'une formation complémentaire dont onze d'une formation de longue durée.

Les quatre derniers jours de la mission passés à Conakry ont permis de préparer le pré-rapport et de le discuter avec les responsables de la DRA. Un résumé oral en a été fait au Secrétaire d'Etat à la Recherche Scientifique lors de l'audience qu'il a bien voulu nous accorder. Suite aux discussions sur la première version

du rapport avec les responsables de la DRA, des modifications ont été apportées aux propositions. Les idées échangées avec la mission de l'ISNAR chargée de la programmation du Projet Recherches Agricoles ont aussi permis d'améliorer ce rapport. Celui-ci a été finalement examiné par le Comité de Pilotage du RESPAO en sa réunion du 27 Octobre 1988 à Ouagadougou (Burkina).

Nous analysons ci-après le programme R/D de la DRA et formulons des propositions pour sa mise en oeuvre et par rapport à celles-ci, les appuis et les collaborations qui seront nécessaires.

III. ANALYSE DU PROGRAMME RECHERCHE/DEVELOPPEMENT ET PROPOSITIONS DE MISE EN OEUVRE

Il faut d'abord préciser les limites de cette analyse et des propositions qui en découlent. Nous n'avons pas la prétention de connaître le pays ni sa recherche agronomique. Deux notes seulement nous ont été communiquées: un rapport sur la situation de la DRA de Janvier 1988 qui donne des informations sur l'organisation à mettre en place, les objectifs et les stratégies de la recherche agronomique, et un rapport de la section R/D sur la mise en place des équipes. Nous avons surtout eu l'occasion de discuter avec les responsables de la DRA, les responsables des Centres de Recherche de Foulaya et de Bareng, les membres de la mission de l'ISNAR chargée de l'élaboration du plan de travail du Projet de Recherches Agricoles pour la Guinée (financement BIRD). Nous avons pu visiter le Centre de Recherches Agronomiques de Kilissi et nous avons passé une dizaine de jours avec les futurs chercheurs R/D au Centre de Recherches Agronomiques de Foulaya.

La discussion de la première version de ce rapport n'a pas permis de noter d'erreurs de fait de notre part. Nos analyses et nos propositions doivent être néanmoins prises avec les réserves d'usage.

3.1. Le programme R/D

La DRA projette de mettre en place six équipes R/D dans les quatre grandes régions agro-écologiques habituellement distinguées en Guinée (Basse, Haute, Moyenne Guinée et Guinée Forestière) dont trois en Basse Guinée: une pour couvrir les zones de mangrove, deux dans les centres de recherche de Foulaya et Kilissi à proximité de la ville de Kindia et qui ne sont pas distants de plus de vingt kilomètres.

Les chercheurs des équipes ont déjà été retenus et affectés. Sur 24, 20 ont participé à l'atelier d'initiation à la R/D à Foulaya. Toutes les équipes sont composées de façon identique: un agronome, un agro-pédologue, un économiste et un sociologue. Un responsable de la section R/D, un agro-pédologue, a été nommé et est basé pour l'instant à Conakry. Il est prévu de lui adjoindre un économiste agricole expatrié en 1989.

Même si la DRA semble s'inspirer de la méthodologie recherche/développement du Département Systèmes Agraires du CIRAD (France) et non de l'approche Farming Systems Research, nous n'avons pu disposer d'aucun document exposant la méthodologie qui sera suivie.

Enfin, aucun calendrier sur le démarrage des programmes ne nous a été communiqué ni aucun programme de formation. La note de la section R/D que nous avons pu lire suggère un démarrage simultané des six équipes avec des moyens extrêmement réduits en attendant la mise en place des fonds du Projet. Des enquêtes par questionnaire au niveau des exploitations agricoles de certaines régions ont été néanmoins déjà menées.

Sans qu'on puisse parler de démarrage du programme R/D, il semble que des décisions qui engagent l'avenir et qui risquent de se révéler des contraintes sont prises. Il y a donc urgence pour les responsables de la DRA à mener une réflexion approfondie sur le programme qu'il désire mettre en place et à le planifier plus rigoureusement. Les analyses et les propositions suivantes visent à les aider dans ce travail.

3.2. La sélection et la formation des chercheurs R/D

Les responsables de la DRA affirment très nettement et à juste titre que la formation des chercheurs nationaux est leur priorité. Ils doivent néanmoins faire face à un problème très complexe de sélection et de formation des futurs chercheurs de la recherche agronomique. L'enseignement supérieur agronomique mis en place en Guinée après l'indépendance a permis une formation massive d'ingénieurs mais dans des conditions très peu satisfaisantes. Il existe bien sûr un nombre important d'ingénieurs et cadres formés à Cuba et dans les pays de l'Est, mais il semble que le nombre de cadres ayant suivi une spécialisation soit infime. Enfin, quelque soit le lieu de formation, la plupart ont exercé leur métier dans des conditions peu favorables et n'ont donc pas acquis une véritable expérience professionnelle. Nous avons au début de l'atelier tenu à Foulaya demandé à chaque participant de présenter sa formation et son expérience professionnelle. Deux seulement ont suivi des études au-delà du diplôme d'ingénieur. On peut aussi se demander si leurs carrières leur ont vraiment permis

d'apprendre et donc de posséder leur métier. Notre impression est que plusieurs se sont trouvés dans des situations propices au désapprentissage professionnel.

La DRA doit sélectionner ses futurs chercheurs parmi les cadres formés en Guinée et à l'extérieur et les spécialiser. Autant qu'on a pu en juger en 10 jours, la sélection déjà effectuée de 20 membres des équipes R/D ne paraît pas suffisante. Plusieurs d'entre eux n'ont pas semblé avoir les connaissances de base qui leur permettraient de suivre une formation à la recherche qui se ferait certainement à l'extérieur. Pour les autres, une telle formation semble absolument nécessaire. La DRA peut-elle revenir sur la sélection et les affectations déjà faites? Peut-elle opérer une sélection plus sévère sur un nombre beaucoup plus important de candidats pour trouver les personnes possédant les aptitudes et les connaissances de base nécessaires pour se spécialiser dans la recherche agricole? Cela paraît absolument indispensable mais nous ne savons pas si cela est possible et comment y arriver. On peut par contre dire que compte tenu des recrutements importants que la DRA doit effectuer ces prochaines années, une erreur d'appréciation dans ce domaine ne sera rattrapable que sur plusieurs années et aura donc des conséquences négatives sur la recherche agronomique en Guinée.

Un autre problème qui se pose à la DRA est l'urgence à démarrer les programmes de recherche et la nécessité qu'il y a à faire subir une formation de longue durée à l'extérieur aux candidats chercheurs. Les responsables de la DRA savent certainement qu'on ne fait pas de la recherche sans chercheurs ni avec du personnel non formé à cela. Retarder les départs en formation pour tester les gens sur le terrain pendant un ou deux ans ne nous paraît pas non plus une solution satisfaisante. En l'absence de chercheurs expérimentés en R/D au niveau de la dite section et des centres, ces personnes ne seront pas encadrées sur le plan scientifique et risquent de se sentir abandonnées et de se décourager. D'autre part, si la sélection de départ est rigoureusement faite, l'utilité de cette deuxième épreuve sur le terrain n'est pas évidente. A notre avis, le conflit entre l'urgence à démarrer les programmes de recherche et la formation ne devrait pas se poser. Si on accepte que quelqu'un avec un diplôme d'ingénieur ne peut faire de la recherche, on ne peut lui confier des activités de recherche à moins qu'il ne puisse être encadré et suivi par un chercheur expérimenté. L'attitude réaliste et la plus payante à long terme serait de n'affecter dans les programmes dans l'immédiat que les chercheurs ayant la formation requise et les ingénieurs pour lesquels un chercheur expérimenté pourra assurer un encadrement scientifique au sein de la même filière.

Résumons nos recommandations : Revoir les recrutements de chercheurs opérés pour effectuer une sélection plus rigoureuse et sur une base beaucoup plus large de façon à avoir si possible du personnel ayant une spécialisation professionnelle permettant de faire de la recherche et du personnel ingénieur ou titulaire d'une licence ayant les connaissances de base et les aptitudes nécessaires pour suivre une formation à la recherche. Compte tenu des disponibilités en bourses, ce dernier groupe serait envoyé le plus rapidement possible en formation de longue durée, quelques uns pourraient être provisoirement affectés sur le terrain comme homologues si des chercheurs expérimentés sont disponibles pour les encadrer de très près et si des moyens de travail sont en place. Il est évident que pour cela, la DRA devra concevoir ses propres tests et non se baser sur les tests réalisés actuellement au niveau de la Fonction Publique Guinéenne. Nous examinons plus loin les disciplines prioritaires et le nombre de chercheurs nécessaires.

3.3. La méthodologie R/D à mettre en place par la DRA.

Nous n'avons pu disposer d'aucune note nous permettant de nous faire une idée de la méthodologie de recherche/développement que la DRA compte mettre en oeuvre. Nos discussions avec le responsable de la section et le conseiller technique de la direction nous ont simplement permis de penser que l'on comptait s'inspirer de la méthodologie du DSA/CIRAD. Nous avons été ainsi obligé de faire un choix pour l'atelier d'initiation et de centrer tout le travail sur l'analyse des systèmes de culture et l'expérimentation agronomique. En fait, ce choix s'imposait. L'insuffisance de chercheurs expérimentés, le temps que va prendre la réhabilitation et l'équipement des centres de recherche, la constitution des équipes de recherche dans tous les domaines contraignent à des ambitions modestes. D'ailleurs, la priorité donnée à l'introduction et à l'adaptation de technologies améliorées dans toutes les filières de recherche retenues va dans le même sens.

La DRA n'a donc pas les moyens de mettre en oeuvre une méthodologie complexe nécessitant du personnel expérimenté. Sa méthodologie doit être axée sur le diagnostic et l'amélioration des systèmes de culture. Un autre choix à faire serait de ne pas travailler sur toute la région agricole mais sur une zone agricole de la région, en principe la zone agricole homogène autour du Centre de recherche. En plus d'une simplification de la recherche, les problèmes financiers, logistiques et de personnel de terrain en seront fortement réduits. On peut imaginer la démarche suivante:

Une première phase de diagnostic étalée sur une campagne agricole complète permettrait d'identifier et de hiérarchiser les problèmes et d'arrêter un programme de suivi et d'expérimentation. Les chercheurs R/D basés dans les centres de recherche et solidement appuyés et supervisés par les chercheurs responsables de la section R/D et éventuellement des consultants extérieurs procéderaient à:

(1) une analyse de la littérature agricole disponible sur la région: (études de factibilité et rapports de projets de développement, études agro-socio-économiques diverses. En principe, avec la littérature et les données disponibles sur la région complétées par des interviews de techniciens de la vulgarisation et d'autres personnes connaissant bien la région, on devrait être en mesure d'esquisser (si cela n'est pas déjà fait) un zonage de la région. Sauf s'il existe de solides raisons de faire un choix contraire, on retiendra la zone agricole autour du centre de recherche. Si cette zone est trop étendue, il vaudra mieux se limiter à un rayon de 30 à 50 kilomètres autour de la station. Ainsi, à défaut de véhicule, on pourra visiter les essais avec une motocyclette et les chercheurs pourront suivre eux-mêmes régulièrement leurs essais;

(2) des enquêtes exploratoires avec plusieurs passages à des périodes décisives pour les cultures seraient menées au niveau d'un échantillon de villages de la zone retenue. L'équipe R/D, experts et homologues Guinéens, planifierait et exécuterait le travail en commun pour garantir la qualité des résultats et former le personnel sur le terrain. Les chercheurs R/D veilleraient à chacun de leurs passages dans les villages à se faire accompagner par les collègues des autres programmes pour les aider à bien diagnostiquer les problèmes et les préparer à s'associer aux expérimentations futures. Les enquêtes bien que focalisées sur les systèmes de cultures devraient permettre d'identifier les facteurs internes aux exploitations agricoles et à leur environnement socio-économique qui constituent des contraintes à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles. En principe, les données recueillies devraient aussi permettre de cerner les groupes d'exploitations agricoles ayant des contraintes spécifiques (typologie ou domaines de recommandation). Le diagnostic détaillé élaboré en fin de campagne agricole sera présenté et discuté avec les chercheurs des filières concernées.

Le programme de suivi et d'expérimentation en station et en milieu paysan sera élaboré et planifié avec ces derniers qui auront à y participer. Les expérimentations à mener doivent être partie intégrante des activités des chercheurs des autres filières et non un appui apporté aux programmes R/D. Ceci suppose donc une bonne concertation au niveau du centre de recherche et aussi des responsables des filières.

La deuxième phase sera essentiellement constituée d'expérimentations en station et en milieu paysan (contrôlées et non-contrôlées). On évitera les enquêtes lourdes pour privilégier les suivis et enquêtes légers. La priorité sera donnée au suivi des essais, à leur interprétation agronomique et socio-économique et à leur évaluation par les paysans. Un suivi des parcelles de culture d'un échantillon d'exploitations agricoles complété par la collecte de quelques données sur celles-ci sera aussi utile pour une analyse des pratiques culturelles, du calendrier du travail et les analyses économiques au niveau parcelle et système de culture. Quelques enquêtes légères et ponctuelles par questionnaires, entretiens, observations pourront s'avérer aussi nécessaires.

La méthodologie très rapidement esquissée ci-dessus qui se réfère à ce que les anglophones appellent le "On-farm Research" (recherche sur les systèmes de culture) et non "Farming System Research" (recherche sur les systèmes de production) devrait être maintenue sur plusieurs années, au moins les cinq ans du Projet Recherches Agricoles de la DRA. De même, les chercheurs devraient continuer à travailler sur une seule zone agricole jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour une extension progressive sur toute la région agricole.

Nous sommes conscients que cette recommandation pose un problème puisque le Projet "Training and Visit" financé par la Banque Mondiale table sur la mise en place rapide des équipes R/D et la conduite d'essais dans toute l'étendue des régions agricoles retenues. Notre sentiment est que cela n'est pas possible à cause de l'état actuel de la recherche agronomique qui ne permet pas une évolution aussi rapide. Ceci n'est pas souhaitable car cela introduirait des distorsions et entraînerait une évolution déséquilibrée de la recherche agricole. Comme dans beaucoup de pays ouest-africains qui ont démarré des recherches sur les systèmes de production à la fin des années 1979 et au début des années 1980, on risquerait d'avoir des équipes R/D se développant plus vite que les autres équipes et utilisant une part trop importante des ressources humaines, matérielles et financières. L'expérience a montré que cela avait été une grave erreur et de gré ou de force, des réajustements en baisse ont dû être faits. Sauf erreur de notre part, seul le Nigéria a plus de cinq équipes en place. Le Sénégal n'a pu en créer que trois sur cinq prévus. Le Mali en a créé deux, le Niger une.

Il existe heureusement à notre avis d'autres alternatives plus réalistes et efficaces. Par exemple, le Projet de Développement Intégré du Fouta Djallon mené par la FAO comprend un volet Recherche-Développement avec un expert agronome (qui a assuré avec nous l'animation de l'atelier d'initiation à la R/D au centre de Foulaya) qui mène des expérimentations en milieu paysan suivant une méthodologie proche de celle esquissée ci-dessus. Non seule-

ment ce projet peut se substituer provisoirement à une équipe R/D mais il pourrait servir de cadre de formation des futurs chercheurs R/D prévue pour le Fouta-Djallon au Centre de recherche de Bareng et préfigurer en quelque sorte le programme régional. Il existe quelques projets de ce type en Guinée sur lesquels la DRA pourrait systématiquement s'appuyer. Ces projets se verraient confier la responsabilité de la R/D pour le compte de la DRA dans les zones agricoles où celle-ci n'intervient pas. En contrepartie, ces projets auraient des relations de travail étroites et régulières avec les programmes de recherche en station de la DRA, participeraient à la formation des chercheurs R/D et rendraient compte de leurs activités. Cette liaison ne devrait d'ailleurs pas être provisoire. La densité de l'agriculture guinéenne et la complexité de ses systèmes de culture devrait inciter la recherche à institutionnaliser ce type de collaboration avec les projets. La DRA gagnerait sur plusieurs plans. Elle répondrait aux urgences du développement agricole tout en se donnant le temps nécessaire à la mise en place d'une véritable structure de recherche agronomique et à la formation des chercheurs nationaux. Elle réduirait le coût pour elle de la recherche/développement tout en mobilisant les experts étrangers présents en Guinée.

Par rapport au projet de recherche agricole (ou du moins d'après nos informations) ce que nous proposons c'est une méthodologie intégrant l'ensemble des filières et des chercheurs au niveau régional et non pas un programme R/D qui viendrait se juxtaposer aux autres au risque de déséquilibrer et de destabiliser la recherche agricole.

3.4. Le renforcement de la section R/D et la constitution de l'équipe R/D.

Les propositions méthodologiques faites ci-dessus ne résolvent pas les problèmes de disponibilité de personnel scientifique bien formé et expérimenté pour les mettre en oeuvre avec les chercheurs des autres filières. Elles permettent cependant d'y trouver des solutions.

Au cours de notre séjour à Conakry, la mission de l'ISNAR a abouti à la conclusion que la Section R/D devrait être considérée comme une filière.

Ceci signifie que le chef de section actuel et l'expert agro-économiste prévus pour 1989 seraient basés dans un centre et non plus à la direction à Conakry et auraient à mener eux-mêmes les activités R/D dans ce centre tout en étant responsable des activités R/D au niveau de tous les autres centres de recherche.

Nous approuvons cette proposition parce qu'elle rééquilibre l'organigramme de la DRA et réduit le risque de voir la R/D avoir un poids trop déterminant par rapport aux autres filières. Elle n'est cependant pas suffisante pour plusieurs raisons:

- La première est que l'équipe prévue, un agro-pédologue et un agro-économiste, est insuffisante pour à la fois mener son propre travail de recherche sur le terrain, planifier et suivre le travail dans les autres centres, organiser et participer à la formation des chercheurs de la filière et aussi des chercheurs des autres filières puisque comme déjà dit l'approche R/D concerne toutes les filières.

- La deuxième est que le responsable actuel de la section R/D devra à notre avis suivre aussi une formation de longue durée pour se spécialiser à la recherche. Il semble donc indispensable d'étoffer cette équipe. Le strict minimum est de prévoir pour 1989 en plus de l'agro-économiste (qui doit être un économiste de formation et non un agronome spécialisé en économie) un agronome système.

Un autre changement important que nous recommandons est d'abandonner au moins pour les cinq années du projet la notion de six équipes R/D à constituer. Les chercheurs guinéens à sélectionner et former doivent être considérés comme des homologues des chercheurs cités plus haut et tous doivent constituer une seule équipe. L'équipe de la filière R/D aura progressivement à intervenir dans plusieurs régions et aura donc dans les centres correspondants des antennes constituées par les homologues qui y seront basés.

Un point important qui mérite d'être revu est la composition des équipes R/D ou des antennes d'homologues affectés dans les différents centres. Il ne nous semble pas possible de former et d'encadrer vingt-quatre chercheurs R/D dans quatre disciplines différentes sur cinq ans, d'autant que c'est plus d'une centaine de chercheurs que la DRA doit former sur cinq ans si on prend en compte les prévisions du Projet Recherches Agricoles. Il faut donc réviser les objectifs en baisse. La méthodologie esquissée plus haut permet cette révision.

On peut d'abord examiner la priorité à accorder aux disciplines. Si la DRA retient une méthodologie centrée sur l'amélioration des systèmes de culture et mise en oeuvre non pas par la seule équipe R/D mais associant étroitement l'ensemble des filières, la nécessité d'avoir dans chaque centre un agronome, un économiste, un agro-pédologue et un sociologue ne s'impose pas. La priorité doit être donnée à la formation d'un agronome et d'un économiste agricole pour chaque antenne qui sera mise en place. Le choix des agro-pédologues à temps plein ne se justifie pas. Aucune des personnes que nous avons interrogées n'a pu d'ailleurs nous donner de justification à ce choix. A notre avis, les agro-pédologues doivent participer à la R/D au même titre que les sélectionneurs, entomologues, etc... et il serait plus judicieux de les intégrer dans les équipes des autres filières. La sociologie ne représente pas une priorité avec la méthodologie retenue. On pour-

rait se contenter de recruter et/ou former un ou deux sociologues pour toute la DRA. La zootechnie n'a pas été prise en compte parce qu'elle ne fait pas partie des domaines de compétences de la DRA. Les quantités importantes de sous-produits de récolte disponibles et leur valorisation par le bétail, la production de fumier et la traction animale sont des solutions à l'amélioration de l'agriculture guinéenne. Les techniques sont connues et peuvent être facilement adaptées aux régions agricoles guinéennes. On ne peut donc exclure la zootechnie de la R/D en Guinée. S'il n'est pas a priori nécessaire d'avoir un zootechnicien dans chaque antenne, il nous paraît souhaitable d'en former un ou deux sur les cinq ans, à moins que l'organisme guinéen chargé de la recherche sur l'élevage puisse être associé étroitement aux programmes et y affecter du personnel.

Nos propositions en ce qui concerne le personnel scientifique de la filière R/D sont donc de constituer une seule équipe comprenant le chef de la filière, deux experts, un économiste agricole et un agronome, et des homologues guinéens qui seront répartis au fur et à mesure en antennes régionales. Chaque antenne serait composée d'un agronome et d'un économiste à temps plein alors qu'un (ou deux) sociologue et un (ou deux) zootechnicien interviendraient dans plusieurs régions comme les experts.

3.5. - La mise en place de la filière R/D.

Les arguments déjà avancés prouvent amplement qu'il n'est pas possible de mettre en place six équipes dès la première année, ni sur les cinq ans. Compte tenu du personnel disponible et de la méthodologie proposée, nous recommandons que cette mise en place se fasse de la façon suivante :

- Les experts devraient être recrutés début 1989 et seraient basés avec le chef de filière dans un centre régional. Des homologues leur seraient affectés : au moins un agronome et un économiste et si possible un zootechnicien et un sociologue.

En 1989 et 1990, leurs activités essentielles seraient les suivantes : (a) préparer et démarrer la recherche-développement dans la région choisie; (b) élaborer et mettre en oeuvre un programme de formation à la R/D de l'ensemble des chercheurs de la DRA en distinguant les homologues, les chercheurs des autres filières participant au programme régional et les chercheurs des autres centres de recherche; (c) préparer et mettre en oeuvre une collaboration avec les projets de développement qui ont des activités R/D.

En 1991 l'équipe R/D pourra (a) démarrer les enquêtes exploratoires pour l'extension de ses activités à d'autres zones de la même région; (b) préparer et démarrer un programme dans une deuxième région. Ces nouvelles activités ne seront cependant engagées que si les quatre conditions suivantes sont réalisées : (i) le premier programme régional est bien maîtrisé, (ii) les experts peuvent dégager au moins un tiers à un quart de leur

temps pour le consacrer à un nouveau programme régional, (iii) le nouveau centre retenu remplit toutes les conditions pour un démarrage, (iv) de nouveaux homologues sont disponibles pour constituer l'antenne. En principe, les chercheurs envoyés en formation devraient commencer à rentrer. Si les deux premières conditions ne sont pas remplies, il vaudrait peut-être mieux utiliser les homologues disponibles pour renforcer la collaboration avec les projets de développement plutôt que de créer une antenne propre à la DRA.

Après 1991, il restera trois antennes à mettre en place. En effet, nous considérons qu'il n'y a aucune justification technique à créer une antenne au Centre de Foulaya et une autre au Centre de Kilissi à une quinzaine de kilomètres. Nous recommandons de garder le choix entre l'intégration des nouveaux chercheurs dans les projets de développement et la création d'une antenne dans un centre de la DRA. Cette alternative dans la mesure où l'expérience avec les projets de développement s'avère concluante, donne une grande souplesse.

On peut prévoir la mise en place d'une nouvelle antenne en 1992, 1993 et 1994.

Compte tenu de ce calendrier et de la composition de l'équipe de la filière, les besoins et l'échéancier de l'envoi en formation longue durée sont évalués dans le tableau ci-dessous.

Les besoins en chercheurs R/D sont de 15 cadres : 5 agronomes + 5 économistes + 2 sociologues + 2 zootechniciens + 1 chef de filière. Nous prévoyons la formation de 18 personnes pour tenir compte des défections et des échecs.

	!	Programmes Régionaux à mettre en place	!	Chercheurs à envoyer en formation
1989	!	1	!	2 agronomes
	!		!	2 économistes
	!		!	1 sociologue
	!		!	1 zootechnicien
1990	!	-	!	1 agronome
	!		!	1 agropédologue
	!		!	2 économistes
1991	!	1	!	2 agronomes
	!		!	2 économistes
1992	!	1	!	1 agronome
	!		!	1 économiste
	!		!	1 sociologue
	!		!	1 zootechnicien

APPUIS EXTERIEURS

Compte tenu des analyses et des propositions faites, la direction de la recherche agronomique aura sans doute besoin d'appuis et de collaborations d'organismes extérieurs dans la mise en oeuvre de la stratégie R/D. Le Comité de Pilotage du RESPAO estime que des organismes extérieurs de recherche et d'enseignement supérieur (CIRAD, Universités américaines, etc.) ou internationaux (instituts membres du CGIAR) seraient plus à même que le réseau d'apporter l'appui multiforme et soutenu dont la DRA aura besoin sur une longue période. Le Comité n'exclut pas cependant certains appuis spécifiques immédiats ni un appui programmé dans le cadre de son plan d'activités 1990-1994.

4.1. - Appui en matière de documentation.

La DRA n'a pas pour l'instant d'unité de documentation et les chercheurs n'ont pas accès à un service de documentation scientifique. Le problème est global et doit donc être abordé globalement. Nous avons proposé aux responsables de la recherche agronomique d'écrire à l'administrateur de la division Information Scientifique au CRDI à Dakar pour demander son appui dans l'élaboration d'un projet et la recherche de financement. Nous en avons parlé à ce dernier lors de notre passage à Dakar. Il s'est déclaré prêt à effectuer une mission en Guinée si une demande lui était adressée. Dans ce cadre, l'unité d'information scientifique et technique du RESPAO pourrait aider la DRA à constituer un fonds documentaire sur la RSP.

4.2. - Appui technique.

Une autre mission pourrait être utile à la fin des enquêtes exploratoires du premier programme régional au moment de l'élaboration du programme d'expérimentation et de suivi en début 1990. D'autres appuis techniques pourraient s'avérer nécessaires. Ils devront cependant être planifiés pour que le coordonnateur ou des membres du réseau puissent les effectuer.

Comme on l'a déjà dit au début, la DRA doit mieux définir sa méthodologie de recherche/développement ainsi que sa stratégie de mise en oeuvre avant de démarrer. Cette tâche incombe à ses responsables et devrait être menée d'ici Janvier 1989. Il nous semble cependant que les responsables compte-tenu de leurs expériences auront besoin d'appui pour approfondir ce travail et le finaliser. Une mission d'appui technique pourrait intervenir en ce sens en début 1989. Concrètement, dans la mesure où un accord a déjà été obtenu du DSA/CIRAD pour un atelier de formation en Décembre 1988, cette intervention pourrait être modifiée en une

mission d'appui qui aurait pour objet (1) d'assister la DRA dans l'élaboration détaillée de sa méthodologie R/D et de sa stratégie de mise en oeuvre; (2) d'élaborer un plan de formation en Guinée et à l'extérieur des futurs chercheurs R/D et de chercheurs des autres filières qui auront à participer à cette recherche. En effet, le DSA/CIRAD est étroitement associé à l'Ecole Supérieure d'Agronomie Tropicale de Montpellier et a l'expérience de gérer la formation de chercheurs étrangers. Il peut donc être utile que dans l'avenir la gestion de la formation des cadres de la DRA en France lui soit confiée dans le cadre d'un accord contractuel; (3) définir le profil des deux experts, agronome et économiste, qui seront recrutés pour la filière R/D; (4) définir les appuis techniques extérieurs qui seront nécessaires pour les premières années de la mise en oeuvre de la R/D. Un agronome et un économiste agricole dont un serait enseignant/chercheur devraient constituer la mission. Il semble que la DRA dispose déjà du financement d'une telle mission.

CONCLUSION.

A la suite de l'atelier d'initiation à la R/D pour les chercheurs de la DRA de Guinée, nous avons analysé le programme R/D et essayé de formuler des propositions pour sa mise en oeuvre. Le temps très court et le peu de documents dont nous avons disposés réduisent sans doute la portée de nos recommandations. Celles-ci doivent surtout servir d'éléments pour une réflexion interne à la DRA. Cette réflexion s'avère urgente au moment où de premières décisions sont prises.

Ce qui nous paraît prioritaire, c'est d'abord le choix d'une méthodologie précise adaptée à la situation guinéenne. Nous avons proposé le choix d'une méthodologie centrée sur l'amélioration des systèmes de culture qui serait mise en oeuvre par l'ensemble des filières de recherche et non par la seule filière R/D. Le deuxième choix urgent concerne la stratégie de mise en oeuvre. Cette stratégie comprend plusieurs aspects importants : la sélection et la formation des chercheurs R/D et le rythme de mise en place des programmes régionaux. Ce travail de conception doit bien sûr s'intégrer dans la programmation d'ensemble de la recherche agronomique. Nous pensons que la DRA aura certainement besoin d'aides extérieures pour ce travail de conception et de programmation.

Le RESPAO peut apporter un appui à la DRA. Mais il est nécessaire que d'autres appuis extérieurs soient aussi recherchés. Nous avons esquissés dans le présent rapport des éléments qui peuvent servir de points de départ à l'élaboration de la stratégie R/D guinéenne. Les points les plus importants pour nous sont : (1) de constituer une seule équipe pour la filière R/D et de prévoir deux experts et non un, (2) de commencer un seul programme régio-

nal et de le mener au moins deux ans avant de démarrer un autre programme régional, ce qui permettra de tirer profit de l'expérience acquise. (3) de collaborer parallèlement avec les projets de développement capables de mener des actions de recherche/développement (4) de sélectionner et de former à l'extérieur les futurs cadres R/D qui auront à constituer les antennes régionales.

Une fois que la DRA aura élaboré sa stratégie et défini les appuis extérieurs dont elle aura besoin et s'il est sollicité, le RESPAO est prêt à étudier la contribution qu'il pourra apporter au développement de la R/D en Guinée en dehors de la participation normale de chercheurs aux activités du réseau.

1988-10

RESPAO RAPPORT DE MISSION EN REPUBLIQUE DE GUINEE

UA-SAFGRAD

UA-SAFGRAD

<https://archives.au.int/handle/123456789/8528>

Downloaded from African Union Common Repository